



- 2 -

donc affronter une nouvelle guerre avec confiance, certains disent même qu'ils doivent profiter de l'unité qui règne parmi eux et de leur position favorable dans l'opinion publique mondiale, facteurs qui pourraient bien ne pas être durables.

L'on admet certes plus ou moins ouvertement qu'après des succès initiaux, les armées arabes ont subi des échecs, mais on fait valoir, en citant le Président Sadate, qu'ils sont dus à l'emploi d'armes nouvelles ("offensives", dit un diplomate tunisien) par Israël, alors que l'utilisation de ces mêmes armes en mains arabes n'a pas été autorisée par l'URSS. Il en serait autrement en cas de reprise des hostilités. De plus, celles-ci pourraient amener un resserrement sensible du blocus pétrolier sur l'Europe occidentale, avec toutes ses conséquences désastreuses, et une pression accrue des Européens sur les Américains, et de ceux-ci sur Israël, pour accepter enfin les exigences arabes.

Ce qu'on peut remarquer dans cette analyse, c'est qu'elle donne une place centrale à deux Etats, qui malgré toutes les protestations d'unité, ont dans le conflit une position distincte des autres pays arabes (surtout des pays "durs", Algérie, Irak, Libye et Syrie): l'Egypte et l'Arabie séoudite.

../. ..

- 3 -

Dans le domaine militaire, c'est l'Egypte qui a porté le poids principal de la lutte et qui continuerait à le faire. C'est elle aussi qui a les plus grandes ressources en techniciens capables de servir les armes "sophistiquées" qui ont permis de neutraliser dans une large mesure l'aviation israélienne.

L'Arabie séoudite, elle, est l'artisan du boycott pétrolier, préparé depuis quelques mois par les "technocrates" de Riyad au cours d'une série de rencontres avec les autres producteurs, et qui suit aujourd'hui dans tous les détails la stratégie et la tactique qu'ils ont élaborés. Il est reconnu qu'à la fois par l'importance quantitative de sa production et par ses ressources financières, l'Arabie séoudite mène le jeu sur le front pétrolier.

La position de l'Egypte, principal champion militaire des Arabes et qui se considère elle-même, selon l'expression d'un diplomate égyptien, comme le "capitaine" de l'équipe arabe, reste malgré le prestige nouveau gagné par ses armes, difficile à l'égard de plusieurs pays "frères", car comme avant les hostilités, ses idées sur la solution du conflit leur paraissent trop conciliantes. Elle cherche à les faire accepter par la voie de discrets entretiens bilatéraux ou de "sommets restreints" comme celui qui a eu lieu la semaine dernière à Koweït, et sur lequel fort peu a transpiré. Les diplomates égyptiens ne cachent pas leur aversion pour un "sommet arabe", où l'on ferait toutes sortes de déclarations fracassantes et sans doute peu en accord avec la politique égyptienne. C'est pour contrebattre les efforts égyptiens que le Président Boumédiène, partisan d'un "sommet"

../..

- 4 -

pour les mêmes raisons pour lesquelles les Egyptiens le refuse, s'est à son tour mis en route pour le Moyen-Orient, et, selon un mécanisme familier de la politique arabe, il a recueilli un peu partout des adhésions à son projet. Aux dernières nouvelles, le sommet devait avoir lieu à Alger, comme M. Boumédiène désirait. Le Liban s'est déclaré en faveur du sommet surtout pour éviter d'en être exclu et sans doute, comme en d'autres occasions, avec le secret désir qu'il n'aboutisse pas.

Diplomates et presse affichent l'optimisme pour le cas d'une reprise des hostilités; les Israéliens installés près de Suez sont pris entre deux feux, la guerre d'usure leur causerait des pertes intolérables, les fusées à longue portée non utilisées jusqu'ici pourraient entrer en action. C'est certainement moins de ces facteurs que d'une escalade du boycott pétrolier qui accompagnerait sans doute la reprise des hostilités que l'on attend des résultats décisifs. Dans cette éventualité, et aujourd'hui déjà dans la phase de "guerre des nerfs" que nous traversons en ce moment, l'Arabie séoudite joue, on l'a vu, un rôle déterminant. Les chiffres publiés jusqu'ici indiquent qu'elle supporte presque seule le poids du boycott, les autres pays n'ayant encore que partiellement mis en vigueur les décisions de l'organisation des producteurs arabes.

Il a frappé les observateurs que le roi Fayçal, étroitement lié avec les Etats-Unis et dont les rapports avec les pays arabes de la tendance "dure" ne sont pas toujours faciles, ait pris une position aussi ferme dans la question du boycott et l'ait appuyé

../..

- 5 -

par des initiatives qui, pour la première fois sans doute, permettent l'utilisation contrôlée et efficace de l'arme pétrolière. A côté de la nécessité résultant précisément de ces attaches avec l'Occident, de démontrer de manière active sa solidarité arabe, on peut penser qu'il entendait ainsi s'assurer une place privilégiée dans la discussion sur la stratégie des Etats arabes et sur les objectifs de leur politique.

Le boycott doit être prolongé jusqu'au moment où Israël aura évacué les territoires occupés et les droits des Palestiniens garantis. Sur les territoires occupés, des divergences se produiront inmanquablement, même entre Arabes, quant au statut particulier de certaines zones. Les observateurs non-arabes de Beyrouth pensent que les modalités pourraient être assez aisées à fixer, mais chez les interlocuteurs arabes la réticence est manifeste.

Sur les droits des Palestiniens, la division est totale et l'on se borne souvent dans les commentaires à constater le désaccord entre les intéressés. Des trois solutions les plus fréquemment envisagées, l'Etat palestinien sur la rive ouest du Jourdain, la confédération sous l'égide du roi Hussein et une république jordanienne, les deux premières qui sont inacceptables, l'une pour Hussein et ses partisans, au nombre desquels le roi Fayçal, l'autre pour les organisations palestiniennes. La troisième suppose l'élimination du

../..

- 6 -

roi Hussein, sur laquelle spéculent ici certains diplomates des pays "durs". Comme au surplus, aucun des projets ne résoudrait le problème des Palestiniens dans les pays tiers, et surtout au Liban, la "garantie des droits des Palestiniens" n'est pas encore en vue, et le boycott pourrait en théorie se poursuivre indéfiniment.

Le roi Fayçal ne croit certainement pas à la possibilité d'obtenir une solution au problème palestinien par moyen du boycott. Aussi longtemps qu'il jugera celui-ci utile, il pourra cependant s'en servir pour bloquer auprès des autres Arabes les solutions qu'il ne désire pas.

L'Ambassadeur de Suisse:

Chatouhis

381. - Cj/ht

Beyrouth, le 7 novembre 1973

R.P. No 26

R E S U M ELa crise du Moyen-OrientSources: diplomates arabes en poste à Beyrouth

Dans les Ambassades arabes, on affiche un très grand pessimisme quant à l'avenir du cessez-le-feu. Israël, dit-on, refusera de se retirer sur les lignes du 22 octobre, et dans ces conditions, il est préférable pour les Arabes de reprendre la lutte. Dans cette hypothèse, les deux pays-clés pour une action arabe seraient l'Egypte sur le plan militaire et l'Arabie séoudite dans le domaine pétrolier, mais ces deux Etats ont sur la solution de la crise du Moyen-Orient des vues différentes de celles de la majorité des Arabes. Le sommet arabe va se faire contre la volonté de l'Egypte et les solutions proposées pour les Palestiniens, qui portent une atteinte plus ou moins grave à l'autorité du roi Hussein, ne peuvent être agréables au roi Fayçal.

L'Ambassadeur de Suisse:

*Charles Dubois*